

Cahier des clauses administratives par- ticulières

Accord-cadre relatif à des prestations de gestion de
postes de travail, serveurs et réseaux.

« 25_GPSR »

CONSULTATION : 25_GPSR

Montant maximum par lot :

- Lot 1 : 85 800 000 € HT
- Lot 2 : 6 500 000 € HT



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE

Sommaire

SOMMAIRE	2
ARTICLE I - GENERALITES.....	4
I.1. CONTEXTE	4
I.2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
I.3. ALLOTISSEMENT	4
I.4. FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
I.5. DOCUMENTS REGISSANT LE PRESENT ACCORD-CADRE	4
I.6. REEXAMEN.....	5
ARTICLE II – VIE DE L'ACCORD CADRE.....	7
II.1. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	7
II.2. RESILIATION/EXECUTION	7
ARTICLE III – MODALITES GENERALES D'EXECUTION	9
III.1. GENERALITES.....	9
III.2. LIEU D'EXECUTION ET/OU DE LIVRAISON.....	9
III.3. PRECISIONS RELATIVES AUX PERIODES OUVREES	9
III.4. REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION.....	9
III.5. ÉCHANGE D'INFORMATIONS	9
III.6. SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	10
III.7. DELAIS D'EXECUTION ET/OU DE LIVRAISON	10
ARTICLE IV – ENGAGEMENTS DU TITULAIRE.....	11
IV.1. QUALITE DE LA PRESTATION.....	11
IV.2. CORRESPONDANTS ET INTERVENANTS DU TITULAIRE.....	11
IV.3. DOCUMENTATION	12
IV.4. CONFLIT D'INTERETS	13
IV.5. PERENNITE.....	13
ARTICLE V – REGIME DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	14
V.1. DEFINITION DES « RESULTATS »	14
V.2 REGIME APPLICABLE AUX « RESULTATS »	14
ARTICLE VI – REGLES DE SURETE - SECURITE DU SYSTEME D'INFORMATION	16
VI.1. GENERALITES.....	16
VI.2. CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS	16
VI.3. EXIGENCES PARTICULIERES ATTACHEES AU PERSONNEL	17
VI.4. GOUVERNANCE SECURITE.....	18
VI.5. SORT DES DONNEES	18
VI.6. PROTECTION DU SYSTEME INFORMATIQUE FACE AUX MENACES MALVEILLANTES.....	18
ARTICLE VII – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	19
VII.1. DONNEES TRAITEES PAR L'ADMINISTRATION ET LE TITULAIRE DU MARCHE DANS LE CADRE DE LA GESTION DE LEUR RELATION CONTRACTUELLE	19
VII.2. DONNEES TRAITEES PAR LE TITULAIRE DU MARCHE AU NOM ET POUR LE COMPTE DE L'ADMINISTRATION.....	19
ARTICLE VIII – COMMANDES	21
VIII.1. PROPOSITION PREALABLE	21
VIII.2. PASSATION DE LA COMMANDE	21
VIII.3. MODIFICATION DE LA COMMANDE.....	22
ARTICLE IX – PRIX/REGLEMENT	23
IX.1. PRIX DE REFERENCE.....	23
IX.2. VARIATION DES CONDITIONS ECONOMIQUES.....	23
IX.3. AVANCES/ACOMPTES	25
IX.4. FRAIS DE TRANSPORT ET/OU DE SEJOUR	25

IX.5. LIQUIDATION DES PAIEMENTS	25
IX.6. FACTURATION.....	26
ARTICLE X – VERIFICATIONS	27
X.1. REMISE DES PRESTATIONS/LIVRAISON	27
X.2. DEROULE DES OPERATIONS DE VERIFICATION.....	27
X.3. DECISIONS DE L'ADMINISTRATION	27
ARTICLE XI – GESTION DES PERFORMANCES	28
XI.1. GENERALITES.....	28
XI.2. PENALITES	28
XI.4. RESPONSABILITE.....	30
XI.5. EXONERATION	30
XI.6. DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE XII – DISPOSITIONS DIVERSES	31
XII.1. UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE/TERMINOLOGIE	33
XII.2. PRECISIONS RELATIVES AUX PME	33
XII.3. SOUS-TRAITANCE	33
XII.4. CHANGEMENTS DANS LA SITUATION DU TITULAIRE / MANDATAIRE	34
XII.5. GESTION DES DIFFERENDS	34
XII.6. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
XII.7. CONSIDERATION SOCIALE POUR L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
XII.8. PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES »	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
XII.9. DEROGATIONS AU CCAG/AMENAGEMENTS.....	36

Article I - Généralités

I.1. Contexte

Dans la continuité des années précédentes le ministère de la Justice poursuit la mise en œuvre du plan de transformation numérique. Les outils qui dans ce cadre sont mis à disposition des agents du ministère de la Justice imposent une transformation des modes de gestion adaptés à un parc estimé à 80 000 postes de travail. Pour atteindre cet objectif, le département TOP modernise son infrastructure de gestion des postes de travail se dotant d'outils de gestion adaptés.

C'est dans ce contexte qu'il a été décidé de mettre à disposition du ministère de la Justice un ensemble de prestations destinées à accompagner la DNUM dans cette démarche.

I.2. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de services numériques (études, exploitation, déploiement) de logistique, d'opérations de mastérisation et d'intégration relatifs à la gestion des postes de travail, serveurs et réseaux.

Le détail des prestations attendues figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot.

I.3. Allotissement

En application des articles L.2113-10 et R.2113-1 du code de la commande publique, les prestations sont décomposées en 2 lots définis comme suit :

N° DU LOT	INTITULES
LOT N° 1	Prestations de services numériques : études, exploitation et déploiement
LOT N° 2	Prestations logistiques et opérations de masterisation et d'intégration

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

I.4. Forme de l'accord-cadre

Soumis aux dispositions des articles R. 2162-2 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique (porté par l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre et par le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018), **le présent accord-cadre est mono-attributaire et à bons de commande. Le montant maximum de l'accord-cadre est de 85 800 000 € HT pour le lot 1 et 6 500 000 pour le lot 2.**

I.5. Documents régissant le présent accord-cadre

Pour chaque lot, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les documents contractuels régissant le présent accord-cadre sont, par ordre décroissant de priorité :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière composée du BPU et du DQE (pour rappel, le DQE n'est pas contractuel) ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et son annexe :
 - Annexe n°1 : « Sous-traitance Informatique et libertés »
3. Les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Guide de référence système de câblage,
 - Annexe n°2 : Carte des DIT

4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Les actes spéciaux de sous-traitance (antérieurs ou postérieurs à la notification du présent accord-cadre) ;
6. L'ensemble des recommandations¹ référençant les normes et standards applicables au sein des systèmes d'information de l'Administration et, en particulier :
 - Le référentiel général d'accessibilité pour les administrations (RGAA), approuvé par arrêté du 20 septembre 2019,
 - Le référentiel général d'interopérabilité (RGI), approuvé par arrêté du 20 avril 2016,
 - Le référentiel général de sécurité (RGS), approuvé par arrêté du 13 juin 2014 et étendue par arrêté du 10 juin 2015,
7. L'offre du Titulaire, composée notamment du mémoire technique, du mémoire financier, ainsi que l'annexe n°1 au Cadre de réponse technique, relative aux délais d'acheminement vers l'Outre-Mer, applicable uniquement pour le lot 2 ;
8. Les bons de commande ainsi que les ordres de service, dès lors qu'ils ont été adressés au Titulaire dans les conditions figurant à l'article VIII.2.

N.B.1 : L'annexe « Sous-traitance Informatique et Libertés », sera complétée/élaborée et validée par les parties à l'issue de la notification du présent accord-cadre.

N.B.3 : Les conditions générales de vente ou autres mentions pouvant figurer dans la proposition commerciale transmise par le titulaire à l'appui de son offre qui seraient contraires aux pièces contractuelles énumérées ci-dessus sont réputées non écrites. Elles sont de ce fait inopposables au ministère de la justice.

Par ailleurs, les parties peuvent convenir de rendre contractuels, certains comptes-rendus réalisés dans le cadre de comités/réunions non prévus initialement à l'accord-cadre, sans qu'ils ne puissent bouleverser les présentes stipulations contractuelles.

En cas de non-conformité ou de divergence d'interprétations entre des documents et/ou clauses de nature différente et/ou de rang différent, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

Les originaux de l'acte d'engagement, du présent CCAP, du CCTP et de la proposition du Titulaire, qui font seule foi, sont conservés dans les archives de l'Administration.

I.6. Réexamen

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-TIC, en cours d'exécution de l'accord-cadre, des modifications et/ou ajout de prestations, de processus et mode de fonctionnement prévu à l'accord-cadre, peuvent intervenir soit à l'initiative du ministère de la Justice, soit sur proposition du Titulaire, car rendus nécessaires notamment :

- par une évolution réglementaire et/ou normative ;
- par des préconisations apportées en matière de sécurité des systèmes d'information ;
- pour cause de modifications techniques majeures.

Le titulaire communique à l'Administration le ou les caractéristiques techniques et les prix et/ou tarifs unitaires des dites prestations.

Sous réserve et à compter de leur acceptation par l'Administration, ces nouvelles conditions et/ou nouveaux biens et ou/services viennent mettre à jour l'annexe financière.

Le cas échéant, la présente clause de réexamen permettra de revoir les modalités de commandes/paiement et mode de fonctionnement prévus au CCAP et aux CCTP par mise à jour de ce dernier.

Si cela s'avérait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble toutes modalités et conditions qui peuvent être prises en compte dans un délai maximum de 3 mois à compter de ladite évolution ou du risque lié à la sécurité des systèmes d'informations.

Ces modifications et/ou ajouts ne remettent pas en cause la nature globale de l'accord-cadre et ne peuvent bouleverser l'économie générale de celui-ci.

¹ L'ensemble des documents ici visés sont accessibles à l'adresse : <http://references.modernisation.gouv.fr/>

En l'absence d'accord entre le titulaire et le ministère de la Justice, le présent accord-cadre pourra être résilié uniquement à l'initiative de l'Administration, selon l'article II.2 ci-après.

Le ministère peut convenir de ne pas acter les modalités de la clause de réexamen par avenant.

Article II – Vie de l'accord cadre

II.1. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux (2) ans fermes à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit tacitement deux (2) fois pour une période d'un (1) an à sa date anniversaire (2 + 1 + 1), sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans. La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre par une décision expresse de son représentant, intervenant au plus tard un (1) mois avant d'échéance de la période en cours d'exécution. La décision n'a pas à être motivée. Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

Enfin, les bons de commande peuvent être émis jusqu'à son dernier jour de validité sans que leur durée d'exécution ne puisse excéder de plus de six mois la date de fin de validité de l'accord-cadre. Lesdits six mois n'intègrent pas les éventuels délais de vérifications prévus par le présent accord-cadre (ceux-ci venant donc s'ajouter aux six mois).

II.2. Résiliation/Exécution

II.2.1. – Cas de résiliation

L'Administration peut résilier l'accord-cadre :

- en cas de difficulté d'exécution de l'accord-cadre, au titre de l'article 49 du CCAG-TIC ;
- dans les cas visés à l'article 48 du CCAG-TIC, par décision notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- pour motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, le présent accord-cadre ne prévoyant pas de montant minimum d'engagement, aucune indemnité de résiliation n'est accordée au Titulaire dans cette hypothèse.
- pour faute du Titulaire au titre de l'article 50 du CCAG-TIC et dans les conditions prévues aux articles 50.1 à 50.3 dudit CCAG ;
- en cas de violation des obligations en matière de sécurité, de confidentialité et de protection des données à caractère personnel.

Par dérogation à l'article 50.2 du CCAG-TIC, l'Administration notifie au Titulaire sa décision de résiliation de l'accord-cadre avec un préavis d'un mois (à l'exclusion des cas listés à l'article 50.2 (cas 50.1 g, i, j, m, n) du CCAG-TIC ou pour cause de violation des obligations en matière de sécurité, de confidentialité et de protection des données à caractère personnel).

II.2.2. - Décomptes

La résiliation qui intervient dans le cas fixé à l'article 49 du CCAG-TIC (événements liés au marché), donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 52.2 du CCAG-TIC.

La résiliation qui intervient pour cause d'événements extérieurs au marché visé à l'article 48 du CCAG-TIC, donne lieu au décompte mentionné à l'article 52.4 dudit CCAG.

La résiliation, qui intervient dans le cas fixé à l'article 50 du CCAG-TIC (faute du Titulaire) et dans le cas d'une violation des obligations en matière de sécurité, de confidentialité et de protection des données à caractère personnel, donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 52.3 du CCAG-TIC.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité si la résiliation intervient à ses torts, pour cause de violation des obligations en matière de sécurité et de confidentialité et dans le cas prévu à l'article I.6 ci-avant.

En revanche, pour le cas de la résiliation pour motif d'intérêt général (article 51 CCAG –TIC), il a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

Pour ce faire, le titulaire apporte toutes les preuves indispensables pour permettre la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours ouvrés après notification de la résiliation.

À défaut d'accord entre les parties sur les indemnités qui découleraient des différents cas de résiliations ci-avant dans un délai de 6 mois après notification de la décision, il est fait application de l'article R. 2191-31 du code de la commande publique.

II.2.3. – Exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire

L'Administration se réserve le droit de faire exécuter les prestations prévues par le présent accord-cadre par le biais d'un accord-cadre, marché ou convention de service proposé par l'État ou par l'Union des Groupements d'Achat Public (UGAP), en s'appuyant sur tout autre support juridique du ministère de la Justice, ou encore par tout autre moyen, aux frais et risques du Titulaire, en cas d'incapacité de ce dernier et ce, conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG-TIC.

Article III – Modalités générales d'exécution

III.1. Généralités

Le titulaire effectue les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents de l'accord-cadre et veille notamment :

- à informer sans délai l'Administration de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de l'accord-cadre ;
- à tenir l'Administration informée périodiquement sur le déroulement de l'accord-cadre ;
- à atteindre les objectifs figurant dans sa proposition.

Plus globalement, le titulaire s'oblige à mettre en œuvre tous les moyens possibles, compte tenu des règles de l'art et des technologies existantes, pour satisfaire aux objectifs du présent accord-cadre.

De son côté, l'Administration s'engage à respecter les délais pour la réalisation des tâches qui lui incombent dans l'exécution de l'accord-cadre et à mettre à disposition l'ensemble des moyens dont elle a la charge, le cas échéant par référence aux attentes et prérequis détaillés dans les documents de l'accord-cadre.

III.2. Lieu d'exécution et/ou de livraison

Dans le cadre de ce marché, le titulaire réalise les prestations attendues sur les sites du ministère de la Justice en France métropolitaine et dans les DROM et les COM (Outre-Mer) et dans ses locaux.

Les réunions du comité de suivi se tiennent dans les locaux du ministère de l'Administration. Cependant, ces réunions peuvent également se dérouler par visioconférence dans des cas exceptionnels après acceptation de l'Administration.

Les lieux d'exécution des prestations sont précisés dans les bons de commande émis par l'Administration.

Dès lors que les prestations s'exécutent dans les locaux du Titulaire ou les locaux agréés par lui, les dispositions de l'article 17 du CCAG-TIC trouvent à s'appliquer.

Il est par ailleurs précisé que les prestations ne pourront en aucun cas être réalisées en dehors de l'Union Européenne.

III.3. Précisions relatives aux périodes ouvrées

En complément des dispositions de l'article 3.2 du CCAG-TIC, il est précisé que, trouvant à s'appliquer sur la base du lieu d'exécution des prestations, les périodes ouvrées s'étendent du lundi au vendredi de 08 heures 00 à 18 heures 00 (heure métropolitaine), à l'exception des jours fériés et chômés tels que définis par les articles L. 3133-1 et L. 3133-4 du Code du travail.

Ces périodes ouvrées sont définies sans préjudice des dispositions prévues aux CCTP en matière de plage d'intervention/support et le cas échéant d'astreinte.

III.4. Représentants de l'Administration

L'Administration désigne des représentants administratifs et opérationnels assurant pour son compte le suivi du déroulement de l'accord-cadre, sachant que :

- Le département du pilotage budgétaire, des marchés et des moyens (P2M) de la Direction du Numérique (DNum) est chargé de la gestion et du suivi administratif de l'exécution dudit accord-cadre ;
- Le département Technologies et Opérations Infrastructures (TOP) issu de la même Direction est l'interlocuteur technique de référence.

III.5. Échange d'informations

Sauf indication particulière de l'Administration et dispositions prévues aux CCTP, le titulaire répond aux questions que celle-ci lui adresse dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre dans le délai maximal de dix jours ouvrés à compter de la date de réception des demandes.

Parallèlement, il appartient au Titulaire de recueillir les informations qu'il juge nécessaires à la bonne exécution de ses prestations et de communiquer les documents ou informations qu'il estime nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Pour les demandes qui émanent du Titulaire, l'Administration se réserve le droit de demander la justification de celles-ci, voire de ne pas y apporter de réponse, par décision dûment motivée, notamment au regard des impératifs de sécurité et de confidentialité ou si elle estime qu'elles ne sont pas en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, ou ne sont pas nécessaires à sa bonne exécution.

En tout état de cause, l'absence de communication de documents ou d'informations par l'Administration au Titulaire, ou leur communication tardive, ne peut avoir pour effet de dégager le titulaire de ses responsabilités dans l'exécution de l'accord-cadre, à moins qu'il n'établisse un lien direct et certain entre l'absence de communication ou la communication tardive et les manquements qui lui seraient reprochés.

Il est enfin précisé que cette communication par l'Administration au Titulaire ne dispense pas celui-ci de procéder à toutes vérifications utiles. En cas d'erreur contenue dans ces documents ou informations et non détectées à la livraison par le titulaire, il avertit l'Administration sans délai des conséquences financières techniques et organisationnelles.

III.6. Suivi de l'accord-cadre

L'ensemble du dispositif de contrôle et de suivi des prestations attendues au titre du présent accord-cadre est détaillé à l'article 2 du CCTP.

Les comités et réunions ont lieu, sauf indication contraires², dans les locaux du ministère de la Justice.

Concernant les réunions, le titulaire assure le secrétariat en rédigeant notamment le compte rendu qu'il soumet pour validation selon les modalités prévues au CCTP.

Dans ce cadre, il est précisé que toute difficulté quant à la validation d'un point quelconque du compte-rendu est soumise en premier point de l'ordre du jour du comité suivant.

III.7. Délais d'exécution et/ou de livraison

Dès lors que l'Administration a adressé un bon de commande et/ou ordre de service au Titulaire, les biens et/ou services sont fournis conformément aux éléments figurant dans ceux-ci, au présent document et au CCTP.

Dans le cas où ce dernier s'aperçoit que les délais stipulés dans le bon de commande et/ou dans tout ordre de service émis sur la base d'un bon de commande ne peuvent être respectés, pour quelque raison que ce soit, il est tenu d'en aviser immédiatement l'Administration en précisant l'origine du retard et les nouveaux délais sur lesquels il s'engage.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande de prolongation du délai d'exécution du bon de commande, l'Administration notifie, dans le cadre d'un bon de commande modificatif, sa décision au Titulaire dans les conditions figurant aux articles 3.1.1 à 3.1.2 du CCAG-TIC et, dans ce cadre, elle peut :

- soit accepter les nouveaux délais qui lui sont proposés, sous réserve le cas échéant, d'un juste dédommagement pour le préjudice subi, sachant en outre que l'Administration peut décider d'appliquer les pénalités prévues dans le présent document sauf en cas de force majeure ou du fait de l'Administration, selon les dispositions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.
- soit résilier l'accord-cadre ou la partie de l'accord-cadre concernée dans les conditions fixées à l'article II.2 ci-avant.

Il est par ailleurs ici précisé que lorsque le report de délai est à l'initiative de l'Administration, le vecteur utilisé pour la prolongation est le bon de commande modificatif prévu à l'article VIII.3 ci-après, ou lorsque ce délai a été fixé par ordre de service, par ordre de service modificatif.

Que la demande de délai soit sur proposition du Titulaire ou à l'initiative de l'Administration, la période d'exécution des bons de commande/ordres de service au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre visée à l'article II.1 ci-avant est reportée de la durée de la prolongation.

² A titre exceptionnel, les réunions peuvent se tenir par visioconférence à l'initiative ou après accord de l'Administration

Article IV – Engagements du Titulaire

IV.1. Qualité de la prestation

Le titulaire s'oblige à maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre et des bons de commande/ordres de service émis sur la base de l'accord-cadre, un niveau de qualité résultant notamment :

- des stipulations des pièces contractuelles figurant à l'article I.5 du présent CCAP ;
- des exigences figurant dans les différents documents émis dans le cadre de l'accord-cadre (demande de l'Administration, propositions, études et livrables du Titulaire...) ;
- des usages professionnels et des règles de l'art.

Pour apprécier la qualité, outre les indicateurs de suivi figurant dans les documents de l'accord-cadre, les instances de suivi définies à l'article 2 du CCTP peuvent, à la demande de l'Administration ou sur proposition du Titulaire validée par l'Administration, définir et mettre en œuvre de nouveaux indicateurs et ce, sans qu'il ne soit nécessaire de conclure un avenant.

Sous réserve que la demande de l'Administration fasse suite à des difficultés réelles dans l'exécution du présent accord-cadre, dans le cas où le Titulaire refuse l'introduction d'un ou plusieurs nouveaux indicateurs demandés par l'Administration, cette dernière se réserve la possibilité de prononcer la résiliation fautive de l'accord-cadre dans les conditions stipulées à l'article II.2 ci-avant.

Le Titulaire peut fournir tous les éléments de mesure et de suivi permettant à l'Administration d'apprécier le respect des indicateurs de qualité ainsi définis, particulièrement en cas de retards ou de dysfonctionnements constatés par les deux parties. À cette occasion, il veille à informer l'Administration des difficultés rencontrées et s'engage à proposer des solutions et axes d'amélioration. A charge de l'Administration de valider ces éléments de mesure et les résultats fournis, ainsi que lesdites solutions.

Les modes de détermination et de communication de ces mesures figurent au CCTP, et éventuellement dans l'offre/la proposition du Titulaire ou, le cas échéant, sont déterminés par l'un des comités mentionnés ci-avant.

En cas de non-respect par le Titulaire des dispositions concernant la qualité de service, non réparé dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la mise en demeure par l'Administration, cette dernière se réserve la possibilité de prononcer la résiliation fautive de l'accord-cadre.

L'Administration se réserve par ailleurs la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer tous les contrôles et audits qu'elle estime nécessaire concernant la qualité d'exécution des prestations et/ou livrables fournis par le Titulaire.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par l'Administration ou par un tiers à sa demande, sont opposables au Titulaire et, dans le cas où il est considéré qu'ils révèlent une qualité insuffisante compte tenu des contraintes opérationnelles de l'Administration, cette dernière se réserve la possibilité de prononcer la résiliation fautive de l'accord-cadre dans les conditions stipulées ci-avant.

IV.2. Correspondants et intervenants du Titulaire

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à mettre en place des intervenants dont le niveau de qualification et d'expérience doit impérativement être conforme aux CV et/ou aux profils mentionnés dans sa proposition.

La mesure de cet engagement se matérialise par une procédure d'agrément préalable, qui vise *a minima* les intervenants matérialisant lesdits CV et/ou profils et, dans la perspective des dispositions ci-après, concerne prioritairement ceux qui ont accès aux locaux et/ou aux informations et aux données de l'Administration. Néanmoins, l'Administration se réserve le droit de vérifier à tout moment les CV et/ou profils des intervenants localisés dans les locaux du Titulaire et ce, quel que soit le type de prestation commandée.

Pour ce faire, le titulaire indique au plus tard dans les dix (10) jours qui suivent la notification de l'accord-cadre, les noms, titres, coordonnées professionnelles et le *curriculum vitae* (CV) des correspondants principaux et, notamment, du chef de projet³.

De même, il communique à l'Administration le CV de tout nouvel intervenant quinze (15) jours avant la date effective d'arrivée de la personne concernée.

Outre le fait que l'Administration peut récuser l'ensemble des personnels proposés lors de leur présentation initiale par décision motivée, une personne de niveau équivalent ou supérieur doit impérativement être désignée par le titulaire en remplacement dans l'un des cas suivants :

1) Sur demande expresse de l'Administration en cas :

- De non-conformité avec le niveau de qualification et/ou d'expérience par rapport à la proposition ;
- De non-respect des obligations de confidentialité définies à l'article VII.2 ci-après et, plus largement, de problèmes de comportement ;
- De découverte de situation de conflit d'intérêts dans les conditions définies à l'article IV.4 ci-après ;
- De problèmes de compétence par rapport au niveau requis et nécessaire pour la réalisation des opérations ;
- De toute absence supérieure à quinze (15) jours ouvrés ;

2) Sur demande du Titulaire après accord de l'Administration.

En cas de demande de récusation et/ou remplacement dans les conditions détaillées ci-avant, le titulaire est tenu d'assurer, dans les dix (10) jours ouvrés⁴, le remplacement de ses personnels à niveau de qualification au moins équivalent de façon à ce que ledit remplacement n'impacte en rien l'exécution de l'accord-cadre (strict respect des délais contractuels).

En outre, en cas de départ programmé d'un intervenant, le titulaire en informe l'Administration un mois calendaire à l'avance s'il s'agit d'un correspondant principal et dans un délai minimal de quinze (15) jours calendaires avant la date prévue de départ pour les autres personnels.

La période minimale de recouvrement pendant laquelle le partant communique à son successeur toutes les informations nécessaires est fixée à un (1) mois calendaire pour ce qui concerne les correspondants principaux et à quinze (15) jours calendaires pour les autres personnels.

Outre qu'il encourt l'application éventuelle des pénalités de retard mentionnées à l'article XI.2 ci-après, le non-respect de ces dispositions autorise l'Administration à prononcer la résiliation fautive du présent accord-cadre dans les conditions prévues à l'article II.2 ci-avant.

Les délais de remplacement et de recouvrement peuvent être réduits ou prolongés après accord écrit de l'Administration. Ils sont réduits notamment dans le cas du remplacement d'un interlocuteur rendu nécessaire dans le cadre d'une demande expresse de l'Administration telle que détaillée ci-dessus.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations. Le titulaire s'engage autant que de besoin, à maintenir la stabilité des équipes initiales.

IV.3. Documentation

Dans les conditions prévues à l'article 22 du CCAG-TIC, la prestation du Titulaire incorpore forfaitairement la fourniture de l'intégralité de la documentation nécessaire à une bonne utilisation des biens et/ou services fournis au titre de l'accord-cadre.

Tous les documents remis dans ce cadre par le titulaire sont rédigés en langue française sauf accord express contraire de l'Administration, ceci valant notamment pour la documentation très spécialisée. En tout état de cause, si cette dernière l'exige, le titulaire fournit, à sa charge, le document accompagné d'une traduction certifiée en français.

Tant qu'un bien et/ou un service n'a pas été accompagné de la fourniture de sa documentation nécessaire, le cas échéant par référence aux documents de l'accord-cadre, il est considéré comme n'ayant pas été livré.

³ Par correspondant principal, il est entendu tout membre de l'équipe du Titulaire assurant des fonctions de coordination critiques au bon déroulement du projet, en contact direct avec l'Administration

⁴ Dont le point de départ est la demande de l'Administration quelle qu'en soit la forme (comité de pilotage, courrier électronique...).

IV.4. Conflit d'intérêts

Le titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective de l'accord-cadre, ceci valant notamment dans le cas où sont attendues de sa part des prestations de conseil et/ou d'assistance.

Dans ce cadre, il prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que :

- des situations de conflit entre les prestations confiées au titre de l'accord-cadre et d'autres intérêts influencent ou sont susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites prestations ;
- ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de conflit d'intérêts surgissant pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire informe sans délai et par écrit l'Administration de l'existence dudit conflit et prend immédiatement toutes les mesures nécessaires pour y mettre fin.

L'Administration se réserve le droit de vérifier que lesdites mesures sont appropriées et d'exiger, le cas échéant, que des mesures complémentaires soient prises dans le délai qu'elle prescrit.

IV.5. Pérennité

Le titulaire s'oblige, pendant toute la durée de l'accord-cadre :

- à exécuter l'accord-cadre de telle sorte à ce que la communication entre ses personnels et ceux de l'Administration - ou par un tiers à sa demande - entraîne un transfert de compétences permanent à destination de ces derniers⁵ ;
- à maintenir les compétences internes et à fournir, à la demande de l'Administration, les prestations et éléments (pièces détachées, logiciels et/ou consommables spécifiques...) permettant d'en assurer le bon fonctionnement.

⁵ La présente clause trouve notamment à s'appliquer dans le cadre des prestations dites de « réversibilité », elle doit par ailleurs guider l'action des personnels du Titulaire pendant toute la période d'exécution de l'accord-cadre.

Article V – Régime de Propriété intellectuelle

Dans le cadre de l'exécution des prestations du présent accord-cadre, le Titulaire peut être amené, dans le cadre notamment de la comitologie, à réaliser des études, analyses, recensements, tableaux de suivi, documentations techniques, reportings, tableaux de statistiques, conseils et plus généralement toute documentation et livrables afférents aux prestations, pouvant être protégés par des droits de propriété intellectuelle (que ce soit de la propriété industrielle ou de la propriété littéraire et artistique), ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire et le secret des affaires. En vertu de l'article 43 du CCAG-TIC, ces contenus sont les « résultats » qui découlent de l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

V.1. Définition des « Résultats »

Conformément à l'article 43.1 du CCAG-TIC, les « **résultats** » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit. Les résultats comprennent également les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'Administration en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent accord-cadre.

V.2 Régime applicable aux « Résultats »

En application de l'article 46 du CCAG-TIC, le Titulaire concède à l'Administration, à titre non exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée de l'accord-cadre le droit d'utiliser ou de faire utiliser au sens de l'article L. 122-6-1 du code de la propriété intellectuelle, les résultats.

Les besoins d'utilisation de l'Administration comprennent :

- le droit d'exploiter et de faire tout usage des résultats, pour les besoins de ses activités propres ou au bénéfice de tiers, à quelque titre que ce soit ;
- le droit d'adapter et de faire adapter, de reproduire et de faire reproduire par quelque procédé que ce soit et sur tout support (papier, magnétique, optique ou vidéographique et notamment disques, disquettes, bandes, listings, vidéogrammes, numérique...) les résultats livrés et/ou produits dans le cadre du marché ;
- le droit de modifier, sans porter atteinte à l'intégrité de l'œuvre, d'arranger tout ou partie des résultats, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements ;
- d'interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins et sur tous supports ;
- le droit de représenter ou de faire représenter, de diffuser ou de faire diffuser les résultats de quelque façon que ce soit et sur quelque réseau que ce soit lesdits résultats ;
- le droit de communiquer à des tiers l'ensemble de ces résultats, notamment les dossiers d'études, rapports, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché ;
- le droit de faire fabriquer des objets, matériels et de faire exécuter des services conformes aux éléments livrés et/ou exécutés ou à des suites de ces éléments sans que le Titulaire puisse prétendre à une quelconque revendication ;
- le droit d'utiliser le savoir-faire et les méthodes acquis par le Titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre dès lors qu'ils sont nécessaires à la bonne exploitation des résultats.

Pour l'ensemble des droits susvisés, sont compris les modes d'exploitation pour tous les vecteurs, médias, techniques ou supports de communication, de toute nature, connus ou inconnus, et notamment :

- la diffusion directe ou indirecte par tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, satellitaire ou par câble ; la télévision par voie hertzienne terrestre ou spatiale, analogique ou numérique ;
- la radio ;
- les réseaux intranet et internet ;
- les réseaux de téléphonie fixe ou mobile ;
- toute technologie client-serveur, client-léger, client-lourd, nuage de données ;
- les supports de toute nature, papier, électronique, magnétique, optique, disque, réseau, disquette, DVD, CDV, CDI, CD Rom, CD Worm, ordinateurs, smartphones, tablettes numériques, clés USB.

De manière générale, le Titulaire transfère tout élément permettant à l'Administration d'utiliser, d'exploiter l'objet de l'accord-cadre ainsi que de maintenir les résultats, seul ou par le biais d'un tiers prestataire.

En tout état de cause, toutes les données et documents transitant, produits ou intégrés dans le cadre du présent accord-cadre, sont la propriété exclusive de l'Administration. L'Administration doit notamment pouvoir récupérer et extraire ces données à tout moment, quel que soit son besoin.

Article VI – Règles de sûreté - sécurité du système d'information

VI.1. Généralités

Au-delà des éléments détaillés ci-après, le titulaire déclare avoir pris connaissance de l'instruction interministérielle n° 901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 sur la protection des systèmes d'information traitant des informations sensibles non classifiées de défense et se soumettre à toutes les obligations résultant pour lui de son application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret (instruction interministérielle n°1300).

Toute violation ou inobservation par le titulaire et ses éventuels sous-traitants des dispositions figurant dans le présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'application de pénalités prévues à l'article XI.2 du présent accord-cadre ou bien la résiliation fautive de tout ou partie du présent accord-cadre dans les conditions précisées à l'article II.2 ci-avant ou encore le retrait de l'habilitation de l'entreprise à l'accès aux informations ou supports protégés sans préjudice des peines prévues par les dispositions des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal.

Par ailleurs, l'Administration, ou son tiers désigné, se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations du présent article, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels, notamment par la réalisation d'audits, y compris des inspections et des tests de sécurité.

Si les mesures ainsi présentées n'apparaissent pas suffisantes à l'Administration, cette dernière se réserve la possibilité de demander des investigations techniques, voire de faire intervenir dans les locaux du Titulaire des équipes spécialisées, pour contrôler les mesures de sécurité prises visant à protéger les informations confiées au Titulaire et rechercher les traces d'une éventuelle intrusion.

En cas de non-respect de ses obligations et sans préjudice des poursuites pénales précitées, l'Administration se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre conformément à l'article II.2 du présent CCAP.

VI.2. Confidentialité des informations

Dans le cas où elle est rendue nécessaire à la bonne exécution du présent accord-cadre, l'Administration ouvre au Titulaire et ses éventuels sous-traitants un accès à des informations qui ne peut avoir pour seule finalité que d'assurer la bonne exécution des prestations prévues au présent accord-cadre.

Le terme « information confidentielle » signifie toute information relative à l'exécution de l'accord-cadre, que cette information ait été acquise directement ou indirectement au cours de discussions ou d'investigations entre les parties (notamment de façon orale, écrite, magnétique ou électronique).

Cela inclut toute information technique, rapports, de même que tout secret, donnée, spécification, logiciel et programme, documentation ou tout autre renseignement concernant ou se rapportant à l'accord-cadre, de même que les analyses, sommaires, rapports, compilations, études comparatives, travaux ou autres documents qui contiennent, reflètent ou ont servi à produire une telle information. Cela inclut également toutes les données à caractère personnel.

L'intégralité des informations ainsi visées et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre sont la propriété exclusive du ministère de la Justice et présentent un caractère confidentiel et le titulaire s'oblige à respecter de façon absolue cette exclusivité et cette confidentialité et à les faire respecter par son personnel et le cas échéant à ses sous-traitants, c'est-à-dire notamment à :

- ne prendre, à d'autres fins que la bonne exécution de l'accord-cadre, aucune copie des documents et supports d'information confiés par l'Administration pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent accord-cadre ;
- ne pas utiliser pour son propre compte ou pour le compte de tiers (personnes privées ou publiques, physiques ou morales) les informations auxquelles il aurait pu avoir accès dans le cadre de l'accord-cadre ;
- ne pas utiliser les informations d'une manière qui soit préjudiciable à l'Administration ;

- ne pas communiquer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des informations en cours d'exécution de l'accord-cadre ainsi que toute forme d'usage ou de traitement illicite ;
- prendre toutes mesures, pour assurer la confidentialité des informations et des traitements ;
- mettre en œuvre les mesures techniques et d'organisation appropriées pour protéger les informations contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle ou l'altération et cela concernant toute ressource utilisée par la société pour les besoins de l'exécution de sa prestation.

Les informations sensibles et celles de niveau Diffusion Restreinte (DR) doivent être protégées conformément à l'instruction interministérielle n° 901 relative à la protection des systèmes d'information sensibles ci-avant.

En cas de manipulation d'informations classifiées de défense, le titulaire respecte l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

VI.3. Exigences particulières attachées au personnel

VI.3.1. – Agrément préalable

Au-delà des dispositions figurant à l'article IV.4 du présent CCAP, les personnels du Titulaire et/ou de ses éventuels sous-traitants qui ont accès aux locaux et/ou aux informations de l'Administration sont nommément agréés et respectent les règles de sécurité générales du Ministère de la Justice et, en tant que de besoin, les règles de sécurité particulières en vigueur au sein des établissements qui lui sont communiquées.

Par ailleurs, l'Administration se réserve la possibilité d'écarter de l'exécution du présent marché toute personne, quelle que soit sa nationalité, susceptible de porter atteinte aux règles de sécurité susmentionnées.

Avant tout commencement des prestations ainsi visées, le titulaire a l'obligation de transmettre à l'Administration la liste des personnes y contribuant ainsi que toutes les habilitations nécessaires pour vérifier la conformité.

Parallèlement et notamment lorsque des enjeux de sécurité le justifient, l'Administration se réserve la possibilité d'exiger que certaines prestations ne soient menées que :

- soit par des personnes habilitées au niveau SECRET ou TRES SECRET dans les conditions stipulées par l'instruction générale interministérielle n°1300 annexée à l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- soit par des personnes ayant fait l'objet d'une enquête administrative (EA) dans les conditions stipulées par le code de la sécurité intérieure (article L114-1) pour des accès aux points d'importance vitale (PIV) ou aux systèmes d'informations d'importance vitale (SIIV) du ministère de la Justice.

Ces dispositions valent également en cas de sous-traitance.

VI.3.2. – Accès aux locaux et usage des ressources

Avant tout commencement des prestations dans les locaux de l'Administration, une autorisation expresse est nécessaire pour :

- Toute intervention sur un site de l'Administration ;
- Y introduire des matériels exogènes ;
- Tout usage des ressources informatiques de l'Administration en dehors de la présence et de la supervision d'un représentant de l'Administration.

Dans ce qui précède, « ressources informatiques » signifient notamment :

- Le réseau interministériel de l'État (RIE) ;
- Les ordinateurs, serveurs, imprimantes et tout type de périphérique ;
- Les réseaux informatiques des sites du ministère, constitués des câblages et d'éléments actifs ;
- Les logiciels et tout service applicatif ;
- Tout élément logiciel ou matériel constitutif de l'infrastructure ou des équipements informatiques du ministère.

VI.3.3. – Sécurité des profils et conditions de travail

Il est précisé que dans le cadre de la réalisation des prestations du présent accord-cadre, les intervenants du Titulaire et/ou de ses éventuels sous-traitants doivent être prioritairement de nationalité d'un des États-membres de l'Union Européenne – Espace Schengen.

Le cas échéant, chaque responsable de site définit ses propres règles de vérifications des intervenants qui ont accès à ses locaux. Celles-ci peuvent évoluer tout au long de l'accord-cadre.

Enfin, pour des raisons d'impératifs de sécurité des données traitées, d'opérations sensibles réalisées ainsi que pour des nécessités de services concernant l'obligation du travail en équipe pour certaines prestations, après l'obtention de l'autorisation d'utilisation des ressources informatiques précitées, le télétravail dans le cadre du présent accord-cadre n'est pas autorisé, ceci valant pour le titulaire ainsi que pour ses éventuels sous-traitants, sauf décision contraire expresse de l'Administration à ce sujet très spécifiquement.

VI.4. Gouvernance sécurité

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire fait état d'un Responsable Sécurité Opérationnelle dans ses équipes (assurant les missions de RSSI et d'officier de sécurité), interlocuteur privilégié du ministère, en transmettant ses coordonnées nécessaires.

Celui-ci doit être joignable du lundi au vendredi, de 9H30 à 18H00.

Tout remplacement de ce correspondant doit être notifié à l'Administration dans un délai minimum d'un mois avant son départ.

VI.5. Sort des données

Le titulaire s'oblige à procéder à la restitution ou à la destruction des informations dont il a connaissance dès lors qu'elles ne sont plus nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Sauf indication contraire de l'Administration, une fois la restitution effectuée, la destruction des données doit être totale à l'issue de l'accord-cadre.

La restitution et la destruction des données seront constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

VI.6. Protection du système informatique face aux menaces malveillantes

À l'appui des engagements qui précèdent, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens raisonnablement possibles pour protéger son système d'information (maintien en condition de sécurité) des attaques informatiques et, plus globalement, de toute intervention tierce qui aurait pour objet ou pour effet d'ouvrir un accès aux informations.

Si le titulaire a une suspicion quant à une éventuelle attaque informatique, il informe dans un délai de 24h l'Administration.

S'il constate une attaque informatique ou plus largement toute intrusion sur ses réseaux, il :

- En informe sans délai l'Administration et précise si des informations ont pu être atteintes, copiées, divulguées, corrompues, détruites ou autres ;
- Dans le cas d'un incident avéré, le titulaire met en œuvre une cellule de crise avec le ministère de la Justice.
- Adresse à l'Administration par la suite un rapport complet indiquant les moyens qu'il a mis en œuvre pour faire cesser le problème, ainsi que ceux qu'il met en place pour prévenir tout nouvel incident.

Si les mesures ainsi présentées n'apparaissent pas suffisantes à l'Administration, cette dernière se réserve la possibilité de demander des investigations techniques, voire de faire intervenir dans les locaux du Titulaire des équipes spécialisées, pour contrôler les mesures de sécurité prises visant à protéger les informations confiées au Titulaire et rechercher les traces d'une éventuelle intrusion. Le titulaire s'engage à faciliter l'accès de ces équipes à ses installations et à leur fournir les informations nécessaires et connues.

Article VII – Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 dit Règlement Général sur la Protection des Données, la directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dite loi « Informatique et Libertés »⁶.

Conformément à la réglementation susvisée, le ministère de la Justice a désigné un Délégué à la Protection des Données dont les coordonnées sont les suivantes :

Ministère de la Justice

DPD

13 Place Vendôme

75001 Paris

dpd@justice.gouv.fr

VII.1. Données traitées par l'Administration et le titulaire du marché dans le cadre de la gestion de leur relation contractuelle

L'Administration et le titulaire peuvent être amenés à traiter des données à caractère personnel concernant leurs personnels ou collaborateurs, telles que les noms, prénoms, adresses mails, numéros de téléphone des représentants et/ou des personnes de contact de l'Administration et du Titulaire. Ces données sont traitées par chacune des parties de façon indépendante, en qualité de responsable de traitement, pour la gestion de la relation contractuelle qui les lie.

Chacune des parties s'engage à traiter ces données à caractère personnel dans le respect de la réglementation précitée.

A ce titre, elles s'engagent notamment à informer leurs propres personnels ou collaborateurs de l'existence de ces traitements, à traiter les demandes d'exercice de droits qui pourraient être formées par leurs propres personnels ou collaborateurs et à conserver les données à caractère personnel pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

VII.2. Données traitées par le titulaire du marché au nom et pour le compte de l'Administration

Au regard de la réglementation susvisée, l'Administration est responsable de traitement, le titulaire est sous-traitant.

A ce titre, une annexe de sous-traitance « Informatique et Libertés » devra être complétée et signée par le ou les sous-traitants dans les meilleurs délais après la notification du marché. L'annexe prévoit, en plus des clauses génériques découlant de l'article 28 du RGPD, des appendices portant sur la nature du traitement, la sous-traitance ultérieure et les mesures de sécurités appliquées au traitement en objet. La complétion des différentes parties de l'annexe, si applicable, est obligatoire et non négociable.

Toute violation ou inobservation par le titulaire des dispositions figurant dans le présent article et son annexe, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation fautive de tout ou partie du présent accord-cadre dans les conditions précisées à l'article II.2 ci-avant.

⁶ Les termes utilisés dans le présent article trouvant en tant que de besoin leur définition dans ces textes.

En cas de non-respect des dispositions du présent article et son annexe, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-16 à 226-24 du code pénal. Ces obligations demeurent valables y compris après la fin du présent marché.

Article VIII – Commandes

VIII.1. Proposition préalable

Les commandes de biens et/ou services désignés comme faisant l'objet de propositions préalables sont initiées par une demande de l'Administration accompagnée de tous les éléments nécessaires à l'établissement desdites propositions.

Le titulaire adresse dans les cinq (5) jours ouvrés qui suivent ladite réception de la demande une proposition détaillée ou, le cas échéant, des préconisations ou des remarques argumentées concernant la demande sauf à ce qu'un délai spécifique soit accordé par l'Administration, le cas échéant sur demande du Titulaire adressé au plus tard dans les deux (2) jours ouvrés qui suivent la réception de la demande.

Cette proposition comprend toutes les informations utiles à l'établissement de la commande le cas échéant définies aux CCTP, soit au minimum les éléments suivants :

- L'intitulé du projet de l'accord-cadre ;
- la désignation des biens et/ou services couverts par la commande (qui font référence le cas échéant aux numéros d'une ou plusieurs unités d'œuvres indivisibles) ;
- en cas de groupement, l'individualisation des prestations sont présumées exécutées par le mandataire ;
- une proposition de délai de livraison et/ou d'exécution ;
- les éléments de prix établis conformément à l'acte d'engagement et ses annexes (références précises de l'annexe financière tels que le cas échéant, précisé dans le mémoire financier du Titulaire).

VIII.2. Passation de la commande

VIII.2.1. – Régime général

Lorsqu'elle souhaite commander un ou plusieurs des biens ou services couverts par l'accord-cadre, l'Administration notifie au Titulaire un bon de commande qui comprend toutes les informations utiles, et notamment :

- les références de l'accord-cadre (intitulé du projet, numéro du marché) ;
- le numéro de l'engagement juridique Chorus du marché et du bon de commande ;
- le numéro de référence du bon de commande et la date de la commande ;
- le descriptif complet du (des) bien(s) et/ou service(s) commandé(s), intégrant une reprise des éléments de la proposition préalable et de l'individualisation des prestations, s'il y a lieu ;
- le(s) lieu(x) précis de livraison et/ou d'exécution ;
- le (ou les) nom(s) du (ou des) représentant(s) de l'Administration prenant en charge la livraison ou suivant l'exécution ;
- les éléments de prix (prix hors taxes non remis, prix hors taxes et TTC après application de la remise le cas échéant) fixés par référence aux éléments figurant dans l'acte d'engagement et le montant global de la commande ;
- les conditions particulières de livraison et/ou de réception (le cas échéant).

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, il est précisé que :

- les commandes sont notifiées dix (10) jours au plus tard avant la date souhaitée de leur commencement d'exécution et/ou de livraison ;
- le titulaire dispose de cinq (5) jours à compter de ladite notification pour adresser à l'administration toutes observations relatives à la commande. Passé ce délai, il est réputé en avoir accepté les termes.

Il est précisé que, s'agissant spécifiquement des prestations faisant l'objet d'une demande de proposition technique préalable sur la base des dispositions de l'article VI.1 ci-avant, en cas d'absence de réponse ou de réponse non pertinente dans les délais contractuels, l'administration émet unilatéralement une commande en fixant elle-même un délai raisonnable et un montant calculé sur la base des éléments figurant à l'acte d'engagement.

Le titulaire se conforme aux bons de commande ainsi notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Conformément à l'article 3.7.4 du CCAG-TIC, en cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité pour formuler des observations à l'Administration.

VIII.3. Modification de la commande

Lorsque l'Administration, soit de sa propre initiative soit sur proposition du Titulaire, décide de faire effectuer des modifications du contenu d'une commande, elle adresse à ce dernier un modificatif du bon de commande / ordre de service qui s'appuie, le cas échéant, sur une proposition modificative du Titulaire établie dans les mêmes conditions que la proposition initiale.

Les modificatifs sont au plus tard notifiés dix (10) jours avant la date souhaitée de leur prise d'effet. Le titulaire dispose de cinq (5) jours à compter de la notification pour adresser à l'Administration toute observation relative au modificatif de la commande. Passé ce délai, le titulaire est réputé en avoir accepté les conditions d'exécution.

En revanche, dès lors que la commande modificative est conforme aux éléments contenus dans la proposition modificative du Titulaire, celui-ci est, dès sa notification, réputé en accepter les conditions d'exécution.

Le titulaire se conforme aux modificatifs qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Article IX – Prix/règlement

IX.1. Forme et composition des prix

Les prix sont établis en euros et sont révisables dans les conditions définies à l'article IX.2 du CCAP.

Le prix ainsi révisé constitue le prix de règlement.

La forme des prix du présent accord-cadre est mentionnée dans l'annexe financière à l'acte d'engagement. Ceux-ci sont unitaires ou forfaitaires.

L'acte d'engagement détermine les prix et tarifs applicables au présent accord-cadre. Prix et tarifs qui, outre les éléments prévus dans le présent document et dans la proposition du Titulaire (notamment participation aux réunions et comités, fourniture de compte-rendu...) incorporent forfaitairement tous les éléments nécessaires à la bonne exécution des prestations et, en particulier :

- la fourniture des biens et services nécessaires, ceci incluant outre ladite fourniture l'intégralité des éléments forfaitairement compris dans le prix (documentation, garanties...);
- les frais de transport et de séjour du personnel du Titulaire, sous réserve des dispositions de l'article IX.4. du présent document.

Les sous-jacents sur lesquels sont fondés les éventuels prix forfaitaires du présent accord-cadre, et en particulier les charges exprimées en homme/jour, ne peuvent être considérées comme limitatives et dès lors, peuvent être dépassées, si nécessaire, sans supplément de prix pour l'Administration.

Le Titulaire certifie que les prix et tarifs stipulés dans l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux qu'il pratique dans des conditions similaires à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à donner à l'Administration, à la demande de cette dernière, toute justification permettant de vérifier cette conformité.

Les prix et tarifs sont réputés comprendre toutes les charges fiscales (sachant que le taux de TVA applicable aux prestations considérées, actuellement en vigueur, est de 20 %), parafiscales et autres applicables. Ils prennent en compte la variation des conditions économiques dans les conditions stipulées à l'article IX.2 ci-après.

IX.2. Variation des conditions économiques

IX.2.1. – Généralités

- **Pour le lot 1 :**

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse à la date anniversaire de notification du marché par application de la formule suivante :

$P = P_o \times (I_{rev} / I_o)$	Où :	P =	Prix révisé (€HT) ;
		P _o =	Prix fixé dans l'offre du titulaire (€HT) ;
		I _o =	Valeur de l'indice SYNTEC connu et publié à la date de notification du marché
		I _{rev} =	Valeur de l'indice SYNTEC connu et publié à la date anniversaire de notification du marché

L'indice Syntec est lu sur le site Internet de la fédération Syntec⁷.

Le Titulaire envoie à l'Administration sa proposition d'annexe financière révisée au plus tard un (1) mois avant la date de révision. Dans le cas contraire, la révision ne pourra pas être appliquée.

Il donne toute précision utile justifiant ce tarif. L'Administration se réserve la possibilité de rejeter la demande de révision si elle ne respecte pas les conditions de la présente clause.

L'Administration fait connaître au Titulaire son acceptation ou son refus dans un délai maximal de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception par l'Administration de la nouvelle annexe financière sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus au présent article.

Si le présent dispositif de révision des prix entraîne une augmentation annuelle supérieure à 2%, l'Administration se réserve le droit de résilier l'accord-cadre et ce sans indemnité.

- **Pour le lot 2 :**

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse à la date anniversaire de notification du marché par application de la formule suivante :

$P = P_o \times (I_{rev} / I_o)$	Où :	P =	Prix révisé (€HT) ;
		P _o =	Prix fixé dans l'offre du titulaire (€HT) ;
		I _o =	Valeur de l'indice Insee connu et publié à la date de notification du marché
		I _{rev} =	Valeur de l'indice Insee connu et publié à la date anniversaire de notification du marché

L'indice de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix est l'indice Insee « Indice de production dans les services – Transports et entreposage/ Identifiant 010769049.

L'indice Insee est lu sur le site Internet de l'INSEE <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010769049>

Le Titulaire envoie à l'Administration sa proposition d'annexe financière révisée au plus tard un (1) mois avant la date de révision. Dans le cas contraire, la révision ne pourra pas être appliquée.

Il donne toute précision utile justifiant ce tarif. L'Administration se réserve la possibilité de rejeter la demande de révision si elle ne respecte pas les conditions de la présente clause.

L'Administration fait connaître au Titulaire son acceptation ou son refus dans un délai maximal de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception par l'Administration de la nouvelle annexe financière sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus au présent article.

Si le présent dispositif de révision des prix entraîne une augmentation annuelle supérieure à 2%, l'Administration se réserve le droit de résilier l'accord-cadre et ce sans indemnité.

IX.2.2.- Règle d'arrondis

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-TIC, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaire et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

⁷ <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

IX.3. Avances/Acomptes

IX.3.1. – Régime général

Avances :

Par application de l'article 11.1 du CCAG-TIC, l'option retenue pour la détermination de l'avance est l'option A.

Sauf renonciation expresse du Titulaire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au Titulaire dans les conditions définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique. Elle est remboursée selon les modalités fixées dans lesdits articles.

Conformément à l'article R. 2191-7 plus précisément, cette avance est égale :

- pour chaque bon de commande notifié d'une durée d'exécution inférieure ou égale à 12 mois, à 15 % du montant TTC du bon de commande ;
- pour chaque bon de commande notifié d'une durée supérieure à 12 mois, à 15 % de 12 fois le montant TTC de ce bon de commande divisé par la durée prévue pour son exécution exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Acomptes :

Si le règlement ne peut intervenir dans un délai de trois mois à compter du début des prestations objet du bon de commande, il peut être versé au Titulaire des acomptes.

Le versement d'acomptes est subordonné à la remise par le titulaire d'un constat d'avancement reprenant les prestations exécutées et/ou les biens livrés en application de la commande. Cet état est vérifié et validé par l'Administration qui émet un procès-verbal de constat d'avancement.

Le montant de l'acompte est déterminé par l'Administration sur la base de l'état susvisé. Si le pouvoir adjudicateur ou son représentant constate que la demande d'acompte ne correspond pas à l'avancement réel des prestations, l'acompte est, soit réduit, soit suspendu, jusqu'à la réalisation des prestations correspondant à l'acompte.

Le cumul des acomptes ne peut être supérieur à 70 % du montant total du bon de commande. Le solde est réglé après prononcé de la vérification définitive.

IX.4. Frais de transport et/ou de séjour

Par exception aux dispositions ci-avant, il est précisé que des frais de transport et/ou de séjour au titre du présent accord-cadre peuvent être versés s'agissant des prestations qui trouvent à s'exécuter **hors du (ou des) lieu(x) d'exécution des prestations défini(s) à l'article III.2 ci-avant.**

Faisant l'objet d'un accord préalable de l'Administration, ces frais sont déterminés sur la base des dispositions s'appliquant aux personnels de l'Etat ⁸.

IX.5. Liquidation des paiements

Le paiement définitif des prestations est effectué après prononcé de l'admission des prestations dans les conditions prévues à l'article X du présent document (date de livraison ou fin d'exécution des prestations).

⁸ Décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ; arrêté du 14 avril 2015 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

Il est précisé que le paiement des prestations continues est effectué trimestriellement, à terme civil échu - à savoir le 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre - et, en cas de trimestre incomplet, le montant est calculé *prorata temporis*, sur la base de mois réputés être de 30 jours.

Les sommes ainsi dues sont payées dans un délai de trente jours maximums à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'Administration ou de la date de fin d'exécution des prestations si cette dernière est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de défaut de paiement, dans le délai prévu ci-avant, imputable à l'Administration contractante ou au comptable assignataire au sens des articles R. 2192-31 au R. 2192-36 du code de la commande publique relatifs à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le créancier a droit à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€.

Il est par ailleurs précisé que les dispositions de l'article 10.7.2 du CCAG-TIC trouvent à s'appliquer dans le cas où le titulaire ne produit pas sa demande de paiement dans le délai de quarante-cinq jours qui suivent la réception des biens et/ou services couverts par le présent accord-cadre.

IX.6. Facturation

Pour obtenir paiement des biens et/ou services fournis au titre de l'accord-cadre, le titulaire adresse sa facture sous forme dématérialisée - précisant les sommes auxquelles il prétend et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes - sur le portail *ad hoc* ouvert par l'A.I.F.E. (Agence pour l'informatique financière de l'État)⁹.

Outre l'intégralité des éléments prévus à l'article 11.3 du CCAG-TIC, les factures ainsi adressées comportent :

- le numéro de l'engagement juridique Chorus du bon de commande ;
- le numéro du marché ;
- l'intitulé / l'objet du marché.

⁹ <https://chorus-pro.gouv.fr>

Article X – Vérifications

X.1. Remise des prestations/Livraison

Dès lors que, conformément aux éléments figurant dans l'accord-cadre et dans sa proposition, le titulaire considère une prestation réalisée et/ou un livrable prêt pour présentation, il établit un bordereau de mise à disposition, qui après avoir été contresigné par le représentant de l'Administration responsable de la prise en charge, est immédiatement adressé au service identifié à l'article IX.6 ci-avant (en veillant à lui doter date certaine).

Ce bordereau, qui marque le point de départ des opérations de vérification dans les conditions fixées à l'article X.2 ci-après, comporte *a minima* les indications suivantes :

- L'identification de la commande, de l'accord-cadre et de son Titulaire ;
- La date de mise à disposition ;
- Le détail des biens et/ou services concernés ;
- Le cas échéant les restrictions à la livraison fixant un détail des prestations non-réalisées et, en tant qu'ils existent, détaillant les attendus dont l'absence explique cet état de fait.

Dans l'hypothèse où de telles restrictions figurent dans le bordereau, un document contradictoire est élaboré entre le titulaire et l'Administration pour décider de la suite à donner aux prestations considérées et, en particulier, pour analyser la nécessité d'une modification de la commande réalisée conformément aux dispositions de l'article VIII.3 ci-avant.

Pour les vérifications effectuées dans les établissements du Titulaire, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire notifie à l'Administration que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

X.2. Déroulé des opérations de vérification

Les opérations de vérification, qui ont pour but de constater que les biens et/ou services livrés au titre du présent accord-cadre sont conformes aux spécifications techniques et fonctionnelles imposées au Titulaire, sont effectuées conformément aux dispositions des articles 30 à 35 du CCAG-TIC.

Ces prestations feront l'objet d'une vérification qualitative sur la base des dispositions de l'article 32.1 dudit CCAG.

X.3. Décisions de l'Administration

À l'issue des vérifications, exécutées dans les conditions ci-avant, l'Administration prononce l'admission si elles répondent aux stipulations du marché, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations dans les conditions stipulées à l'article 34 du CCAG-TIC.

Par dérogation aux dispositions des articles 33.2.1. et 33.2.2. du CCAG-TIC :

- quel que soit le type de vérification, le délai pour prononcer une décision est de quinze (15) jours calculés à compter de la fin des opérations définies à l'article X.2 ci-dessus ;
- dans le cas d'une vérification effectuée sur la base des dispositions de l'article 31 du CCAG-TIC, il est précisé que toute prestation incorrectement exécutée est considérée comme non-exécutée.

Par dérogation aux articles 34.1 et 33.2.2 du CCAG-TIC, les décisions de l'Administration ne peuvent en aucun cas être tacites.

Article XI – Gestion des performances

XI.1. Généralités

Chacun des manquements aux obligations portées par le cadre du présent accord-cadre peut cumulativement donner lieu à pénalisation et/ou à réfaction.

Par dérogation aux articles 14.1.1., 14.1.2. et 14.2 du CCAG-TIC, les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres, leur montant global exigible au titre de l'accord-cadre est limité à trente pour cent (30%) du montant hors taxe du bon de commande au titre duquel s'effectue la prestation concernée par le fait générateur de la pénalité (hors pénalités concernant les engagements sur les correspondants du Titulaire, qui n'est pas une prestation commandée mais applicable pour tous les types de prestations et à n'importe quel moment de l'exécution du contrat).

L'application de pénalités donne lieu à une notification expresse au Titulaire lui ouvrant un délai de quinze jours pour présenter ses observations. Passé ce délai, il est réputé les avoir acceptés.

Le montant des pénalités/sanctions ainsi établi vient en déduction des paiements à effectuer au titre de l'accord-cadre, indépendamment du recours direct de l'Administration en cas d'insuffisance des sommes dues ou le cas échéant, sous forme d'avoir applicables aux commandes ultérieures.

En cas de rejet de tout ou partie des prestations dans les conditions indiquées à l'article X.3 ci-avant, et si l'Administration exige leur conformité aux stipulations du présent accord-cadre, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de fin du délai d'exécution ou de signalisation par l'Administration et la date effective de mise à disposition des prestations conformes à ces stipulations.

Sachant que le point de départ du calcul des pénalités est le délai contractuel figurant dans le présent accord-cadre, dans la proposition du Titulaire et/ou dans les bons de commandes/ordres de service, il doit être considéré que celles-ci sont dues :

- jusqu'à la date effective de prononcé de l'admission dans le cas où l'Administration a été conduite à prononcer un (ou plusieurs) ajournement(s) dans le cadre des vérifications effectuées conformément aux dispositions des articles X.2 et X.3 ci-avant ;
- jusqu'à la date effective de rejet dans le cas où telle est la décision de l'Administration à l'issue desdites vérifications.

L'application des pénalités est indépendante des autres sanctions auxquelles le défaut dans l'exécution de l'accord-cadre peut donner lieu et, notamment, de la résiliation fautive de tout ou partie du présent accord-cadre dans les conditions précisées à l'article II.2 ci-avant ou, en tant que de besoin, d'une action en dommages-intérêts.

En cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la date effective de fin des relations contractuelles.

XI.2. Pénalités

En cas de non-respect de ses engagements par le titulaire, le ministère de la Justice peut appliquer les pénalités suivantes. Les pénalités sont, les cas échéant, cumulables entre elles et s'appliquent sans mise en demeure quel que soit leur montant, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC.

XI.2.2. – Pénalités pour non-respect des clauses SSI (applicable pour tous les lots)

En complément de l'article XI.2 et conformément à l'article 14.3 du CCAG-TIC, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une sanction égale à 0,5 % du montant exécuté HT du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une sanction égale à 2 % du montant exécuté HT du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative, sans préjudices des dispositions de l'article VII.

XI.2.3. – Pénalités applicables uniquement pour les prestations relevant du lot 1

XI.2.3.1 – Pénalité pour non-respect du délai de remise des devis

Conformément à l'article VIII.1 du présent CCAP et à l'article 2.4 du CCTP, un devis doit être fourni à l'Administration dans un délai de 5 jours ouvrés maximum à compter de la réception de la demande par le Titulaire. En cas de non respect de ce délai, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré de retard.

XI.2.3.3 – Pénalité pour non-respect du délai de remise du compte rendu du comité de pilotage

Pour chaque comité de pilotage, un compte rendu dudit comité doit être rédigé et envoyé par le Titulaire au maximum 2 jours ouvrés après la tenue de la réunion. En cas de non-respect de ce délai, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré de retard.

XI.2.3.4 – Pénalité pour non-respect de la fourniture des livrables en fin de prestations

Le titulaire doit fournir a minima les livrables en fin des prestations, tels que mentionnés l'article 4 du CCTP dans un délai mentionné dans le bon de commande correspondant. En cas de non respect de ce délai, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré de retard.

XI.2.4. – Pénalités applicables uniquement pour les prestations relevant du lot 2

XI.2.4.1 – Pénalité pour non-respect du délai de remise des devis

Un devis devra être fourni à l'administration sous 5 jours ouvrés maximum, tel que mentionné à l'article 2.4 du CCTP. En cas de non respect de ce délai, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré de retard.

XI.2.4.2 – Pénalité pour non-respect de l'obligation de fournir des supports écrits en langue française

En cas de fourniture d'un support écrit dans une langue autre que le français et non validé par l'Administration ou le service Bénéficiaire concerné, tel que mentionné à l'article 2.5 du CCTP. En cas de non respect de cette obligation, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € par support écrit non validé par l'Administration ou le service Bénéficiaire concerné.

XI.2.4.3 – Pénalité pour non-respect du délai de fourniture de l'état d'activité (article 2.8 du CCTP du lot 2)

Le titulaire doit fournir un état d'activité à l'Administration dans les dix (10) jours ouvrés suivants le dernier jour du trimestre calendaire ou à la demande de l'administration, un état de son activité, selon les modalités mentionnées à l'article 2.8 du CCTP du lot 2. En cas de non-respect de ce délai, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré de retard.

XI.2.4.4 – Pénalité pour non-respect du délai relatif au transport de marchandise

En cas de non-respect du délai relatif au transport de marchandise, tel que mentionné à l'article 4.1.2 du CCTP, le titulaire encourt les pénalités de retard calculées comme suit :

$$P = 5 \% \text{ de } V$$

Où :

P = Le montant de la pénalité

V = Valeur correspondant à la somme totale en € HT des prestations commandées pour un trimestre

XI.4. Responsabilité

Par dérogation aux dispositions de l'article 8 du CCAG-TIC et sauf les cas de faute lourde et de manquement à un engagement contractuel essentiel, le droit à réparation de l'Administration, à raison du préjudice direct subi dans l'exécution du présent accord-cadre, est limité de convention expresse :

- Au montant HT effectivement commandé par l'Administration au titre du présent accord-cadre au moment du constat par celle-ci du fait générateur de la responsabilité dans le cas où n'existe pas de minimum.

Il est par ailleurs précisé que le titulaire ne peut en aucun cas être tenu responsable d'un dommage indirect qui résulterait des biens et/ou services livrés ou fournis au titre du présent accord-cadre.

XI.5. Exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Cependant, le Titulaire n'encourt pas de pénalités s'il peut démontrer que le dépassement de délai a pour origine :

- la force majeure ;
- une faute de l'Administration (indisponibilité des équipes notamment).
- le dysfonctionnement d'un logiciel ou d'un matériel tiers non expressément couvert par la prestation décrite dans le présent accord-cadre ;
- une variation du courant électrique ;
- une défaillance du réseau de télécommunications.

Pour ce faire, celui-ci doit transmettre à l'Administration une demande d'exonération de pénalités dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification des pénalités encourues par le service bénéficiaire.

Cette demande est analysée par l'Administration mais n'entraîne exonération que pour autant que soit prononcée une décision expresse dans ce sens, décision qui peut en outre intégrer unilatéralement la fixation de nouveaux engagements nécessairement fixés par référence à ceux figurant dans l'accord-cadre.

Article XII – Dispositions environnementales et sociales

XII.1. Clauses environnementales

Le Titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papier. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur du papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

Concernant les impressions, il est préconisé l'utilisation du noir et blanc plutôt que la couleur, l'utilisation de polices de caractère "light" (type Ecofont), l'optimisation de la mise en page pour réduire le nombre de pages, l'utilisation d'encre végétales...).

Le Titulaire doit également pendant toute la durée du marché privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés avec le pouvoir adjudicateur que les bureaux de contrôles. Le Titulaire doit également sensibiliser les destinataires des documents en précisant « d'éviter de les imprimer » dans les courriels d'accompagnement.

XII.2. Communication du BEGES et plan de transformation associé du titulaire

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L229-25 du code de l'environnement et du décret n°2022-982 du 1er juillet 2022 relatif aux BEGES, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé dans un délai maximum de trois (03) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Un nouveau BEGES (et plan de transition) sera communiqué à l'acheteur si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée via la page de l'ADEME <https://bilans-ges.ademe.fr/>. Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan de transition via leur rapport de performance extra-financière ; ils indiqueront le lien au pouvoir adjudicateur.

XII.3. Considération sociale pour l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes

Le ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations. A ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors et en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit s'engager au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, 2 mois avant la date de fin du marché :

[https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-
JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm](https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm)

Les informations renseignées dans le présent questionnaire doivent être limitées aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations du dudit contrat.

Pour rappel, ce questionnaire a également été renseigné lors de l'attribution du présent accord-cadre.

XII.4. Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1er juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables ;
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables » ;
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) ;
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Article XIII – Dispositions diverses

XIII.1. Utilisation de la langue française/terminologie

Conformément aux textes en vigueur, et sauf stipulation contraire au sein du présent document, l'ensemble des pièces de l'accord-cadre est rédigé ou traduit en français sachant que, dans ce dernier cas, seule la version française fait foi.

L'ensemble des livrables de l'accord-cadre et des correspondances qui y sont relatives à l'accord-cadre est rédigé en français.

Les termes employés dans le présent accord-cadre ont le sens que leur attribue la commission d'enrichissement de la langue française.

XIII.2. Précisions relatives aux PME

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions portées par le présent document, des aménagements particuliers peuvent trouver à s'appliquer s'agissant des PME¹⁰ et, en particulier, s'agissant :

De la périodicité de versement des acomptes prévue à l'article IX.3 qui peut être mensuelle lorsque le titulaire est une PME et qu'il en fait la demande.

Dans le cas où d'autres aménagements existent qui ne sont pas prévus par le présent document ou qui sont introduits dans le courant de l'exécution de l'accord-cadre, ils prévalent sans autre formalisme sur les dispositions figurant dans les documents contractuels visés au I.5 ci-avant.

XIII.3. Sous-traitance

XIII.3.1 – Généralités

Si le titulaire reste toujours responsable du respect de ses engagements contractuels, il peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations de services du présent accord-cadre à condition d'avoir obtenu l'acceptation préalable par l'Administration de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

XIII.3.2 – Présentation d'un sous-traitant

Pour obtenir l'acceptation susvisée, le titulaire adresse à l'Administration un acte spécial (formulaire DC 4 ou équivalent) qui précise tous les éléments de l'article R. 2193-1 du code de la commande publique.

Plus globalement, il s'engage à livrer à l'Administration toute information de nature à éclairer sa décision d'acceptation du sous-traitant et lui communique le contrat de sous-traitance lorsque celle-ci en fait la demande.

XIII.3.3 – Acceptation du sous-traitant

Outre que l'acceptation du sous-traitant n'est pas possible en l'absence des différents éléments listés au XII.3.2 ci-avant, l'Administration agréée ou refuse le sous-traitant présenté en fonction des éléments suivants :

- La part des prestations sous-traitées, la sous-traitance totale d'un sous-traitant étant prohibée ;
- Les garanties techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- L'équilibre du contrat de sous-traitance étant considéré que, si le montant du contrat de sous-traitance est fixé librement entre le titulaire et son sous-traitant, l'Administration peut refuser la sous-traitance lorsqu'elle crée au détriment du sous-traitant un écart manifestement injustifié par rapport aux éléments portés par le présent accord-cadre.

XIII.3.4 – Précisions relatives aux modalités de paiement

¹⁰ Au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises.

Sur sa demande, une avance peut être versée au sous-traitant éligible au paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au Titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-10 à 22 du code de la commande publique.

Si elle doit être libellée au nom de l'Administration, la demande de paiement du sous-traitant, qui comporte les mêmes éléments que ceux figurant à l'article IX.6 ci-avant, doit parallèlement être adressée par ledit sous-traitant :

- au Titulaire du marché (ceci sous pli recommandé avec accusé de réception ou sous forme de dépôt contre récépissé auprès de celui-ci) ;
- à l'Administration, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande (ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé).

L'Administration adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le titulaire dispose quant à lui de quinze jours calendaires pour faire savoir s'il accepte ou refuse ledit paiement et notifier cette décision au sous-traitant et à l'Administration.

Le paiement du sous-traitant est effectué conformément aux éléments figurant ci-avant, étant cependant précisé que le délai de paiement court à compter de la réception par l'Administration de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours calendaires mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'Administration de l'avis postal mentionné ci-dessus. L'Administration informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

XIII.4. Changements dans la situation du Titulaire / mandataire

XIII.4.1. - Changement de dénomination sociale

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le ministère de la Justice à l'adresse suivante : marches.ssic-sg@Justice.gouv.fr et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement. Un Certificat administratif est établi par le ministère de la Justice.

XIII.4.2. - Changement de contractant en cours d'exécution de l'accord-cadre

Avant tout transfert de l'accord-cadre à une autre personne morale (notamment par cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce), le titulaire doit impérativement informer par écrit le ministère de la Justice à l'adresse suivante : marches.ssic-sg@Justice.gouv.fr.

Le ministère de la Justice vérifie alors que le futur Titulaire dispose ou disposera des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant, s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. En vue de cette vérification, le titulaire produit l'ensemble des documents listés aux articles R. 2143-6 du Code ainsi qu'aux articles D. 8222-5 et D. 8254-2 du Code du travail.

A la suite de cette vérification, un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau Titulaire sera signé entre les parties.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités requises pour exécuter l'accord-cadre, le ministère de la Justice prononce sa résiliation sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité de ce chef.

Le non-respect de ces dispositions par le titulaire a notamment pour effet de suspendre le délai réglementaire de paiement.

XIII.4.3. - Cas de défaillance du mandataire

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-TIC, en cas de défaillance du mandataire du groupement d'opérateurs économiques, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans un délai de huit (8) jours ouvrés, à compter de la réception de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder. A défaut, le cocontractant inscrit en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

XIII.5. Gestion des différends

Le présent accord-cadre est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

XIII.5.1. - Principes communs au règlement amiable des différends

- **Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends**

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- **Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions**

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- **Confidentialité**

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

XIII.5.2 Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs
13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

- **Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs »**

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,

- le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

- **Durée de la médiation**

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

XIII.5.3. - Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :
 Direction des affaires juridiques
 Sous-direction de la commande publique
 Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
 1C - Bâtiment Condorcet
 6, rue Louise Weiss - Télédéc 353
 75703 PARIS Cedex 13

XIII.6. Dérogations au CCAG/Aménagements

Pour l'exécution du présent accord-cadre :

- Il est dérogé aux articles 3.5.4, 3.7.2, 4.1, 8, 10.2.3, 14.1.1, 14.1.2, 14.2, 27, 32.2, 32.4, 33.2.1, 33.2.2, 34.1, 43.1, 43.3, 46, 50.2, 51, du CCAG-TIC ;
- Il convient de lire « l'Administration » et « accord-cadre » chaque fois que les termes « le pouvoir adjudicateur » et « le marché » chaque fois que ces termes sont utilisés dans le CCAG-TIC.

Par ailleurs, les notifications et communications prévues à l'article 3.1 dudit CCAG peuvent prendre la forme d'une télécopie ou d'un envoi électronique, le titulaire devant alors formellement en accuser réception.